

Introduction

Julie Duchatel *

« *We need money to live, not an olympic stadium* »

CASisDEAD,

You Might be Scared, The Number 23

« Je me fiche de la coupe, je veux santé et éducation ! » scandaient à l'unisson des milliers de manifestant-e-s à Rio de Janeiro, au Brésil, le 16 juin 2013, lors d'une des grandes mobilisations qui ont eu lieu au début de l'été 2013. Les motivations des manifestants portaient sur un large éventail de revendications, allant de la contestation sur la façon de faire de la politique à la crise urbaine, en passant par la corruption. Très vite, les Brésiliens ont constaté le paradoxe existant entre les privations qu'ils subissent (manque d'argent dans le secteur des transports, de l'éducation, etc.) et les somptueuses dépenses occasionnées par la tenue prochaine de grands événements sportifs comme la Coupe du monde de football (juin 2014) et les Jeux olympiques d'été (2016), qui vont mettre ce pays, pour un moment, sous les feux des projecteurs. La société civile brésilienne a beaucoup d'expérience en matière d'organisation et sait se faire entendre. Les comités populaires constitués lors des Jeux panaméricains de Rio en 2007 pour défendre les droits des populations ont émergé de nouveau et la Rapporteuse de l'ONU sur le droit au logement s'est inquiétée publiquement du nombre important d'expulsions et du nettoyage social organisé¹.

Bref, ici et là sont dénoncées les destructions de quartiers, les expulsions et expropriations, les opérations foncières sous-jacentes, les cadences infernales imposées aux travailleurs du bâtiment soumis aux délais non négociables dictés par la Fédération internationale de Football Association (FIFA) et consorts, la préparation de juridictions d'exception, la délimitation de zones d'exclusion commerciales au profit des partenaires des grandes entités sportives² ...

Du déjà vu ?

Les différents scandales économiques, sociaux et environnementaux et la reconfiguration des villes relatifs à l'organisation de grands événements sportifs sont, en effet, légion et connus. Du point de vue *social*, un rapport du Centre for Housing Rights and Evictions (COHRE) de 2007 établissait que les Jeux olympiques avaient contribué en 20 ans (entre 1988 et 2008) à expulser deux millions de personnes dans le monde (déplacements et inflation des loyers). Sur le plan *économique*, des grands événements sportifs ont contribué à sérieusement alourdir la dette externe de certains pays, comme en Grèce. Le coût de la construction, à l'occasion des Jeux olympiques (JO) de 2004, de grands stades ou des piscines olympiques, aujourd'hui complètement

* **Julie Duchatel** est Directrice des publications du CETIM.

¹ « Dans les villes du Mondial, 150 000 familles sont menacées d'expulsion. Il y aura davantage de sans-abri. Les bidonvilles vont encore enfler si, pour bâtir des routes et des aéroports, ou « nettoyer » les abords des stades, on déplace des personnes sans leur fournir un logement de remplacement. » Raquel Rolnik, Rapporteuse spéciale de l'ONU pour le droit au logement.

² Voir, entre autres, à ce sujet les articles publiés dans le magazine *Solidarité* de Solidar Suisse ou <http://www.solidar.ch/brazil-exonerations-fiscales-et-lois-dexception-pour-la-fifa.html>

laissés à l'abandon ou bradés à vil prix à des sociétés privées, est considéré comme en partie responsable de la crise actuelle. La Grèce aurait dépensé 20 milliards d'euros pour cette compétition, alors que 5,5 milliards avaient été budgétés³, mais aucun chiffre officiel n'a jamais été publié (sic).

Cependant, tout cela semble n'avoir que peu de poids face à l'avalanche de promesses de prospérité, d'emplois et d'enrichissement liés à de tels investissements constamment évoquées par toutes sortes d'instances ou d'autorités. Les critiques semblent même intolérables, voire scandaleuses, tant l'organisation de tels événements ne souffre d'être remise en cause. Le problème est qu'une fois qu'une grande compétition se termine, aucun (ou presque peu) bilan « indépendant » n'est réalisé, et ce, à dessein, afin de mieux passer à l'organisation de la suivante. La plupart des études que l'on trouve sont celles rédigées par les villes ou régions hôtes et elles ont tendance à justifier les dépenses (et leur explosion) liées à de tels événements.

Pourquoi si peu de leçons sont-elles tirées de l'organisation de ces grandes compétitions ? Pourquoi se réitèrent-elles avec des coûts chaque fois plus exorbitants ?

Le sport de « haut niveau » n'est plus un simple divertissement de masse (l'a-t-il jamais été ?). Devenu sport spectacle, il s'inscrit aujourd'hui dans l'étroit maillage du néolibéralisme qui structure jusqu'à nos vies et est devenu une force politique, économique et sociale importante, sur laquelle on ne saurait fermer les yeux. Son mode de fonctionnement, ses excès et scandales reflètent l'essence de nos sociétés actuelles. Largement financé par des subventions publiques, il entraîne une marchandisation de l'espace public, suite à laquelle il est difficile de revenir en arrière. Ce sont des questions démocratiques et relatives à l'émancipation des peuples et à la souveraineté nationale qui sont en jeu et dont il faut pouvoir traiter ouvertement.

Le CETIM travaille depuis plus de 45 ans à exposer et dénoncer le fonctionnement et les conséquences du mal développement. Il nous a alors semblé légitime de nous demander ce qu'il se passait sur les plans économique et social lorsque de si grands shows étaient organisés notamment dans des pays du Sud (où le ratio inégalités sociales est, qui plus est, plus important) ?

Dans ce livre, nous voulons élaborer des pistes de réflexion sur cinq grands ensembles de questions :

- En quoi ces grands événements contribuent-ils à intégrer les pays hôtes dans une économie mondialisée sous la gouvernance de grands trusts transnationaux et de l'oligarchie financière et pourquoi est-ce nécessaire de les analyser à travers une grille de lecture critique de la mondialisation néolibérale (« stratégie de croissance du marché et de l'affairisme »⁴) ?
- Quelles sont les conséquences à court et long termes sur les populations et sur la géographie des villes ? L'organisation de ces grands événements contribue-t-elle

³ <http://www.telegraph.co.uk/finance/financialcrisis/8595360/Greeces-Olympic-dream-has-turned-into-a-nightmare-for-Village-residents.html>

⁴ Selon les mots de Fabien Ollier, « Olympisme et CIO : éléments de compréhension et de dénonciation d'une institution totalitaire », cao38.eu.org/IMG/pdf/confe_rence_Quel_Sport.pdf

à exacerber ou à diminuer les inégalités socio-économiques ? Quelles sont les grandes opérations financières et foncières qui se cachent derrière ?

- Ces événements ne concourent-ils pas à annihiler la conscience critique des masses populaires et à les dépolitiser en quelque sorte, en leur faisant croire qu'elles appartiennent à une nation unifiée ?⁵ Ces événements seraient-ils utilisés pour « apaiser » les contestations sociales ?
- Au final, qui sont les véritables profiteurs de ces compétitions ? Le peuple du pays hôte, le gouvernement organisateur ou les multinationales et les grandes institutions internationales organisatrices ?
- Quelles recommandations pourraient-elles être émises ?

Pour cela, nous avons sélectionné et réuni huit articles de différents auteurs que nous remercions chaleureusement pour leur contribution.

Même s'il n'a pas été facile de trouver de tels écrits –car, comme cela a été précisé ci-dessus, une sorte d'omerta plane sur tout bilan des grands événements – des activistes, des journalistes, des chercheurs-ses et des professeur-e-s de par le monde se mobilisent pour donner un autre son de cloche quant aux impacts de l'organisation de telles compétitions. Et ces impacts vont bien au-delà des domaines économique et social, car ils touchent également des questions de fond démocratiques et de souveraineté nationale.

Pour introduire ce livre et surtout pour comprendre la portée des conséquences de l'organisation des grands événements, il faut replacer des institutions comme la FIFA ou le CIO dans un contexte plus large, celui du système capitaliste. Comme le précise *Fabien Ollier*, la FIFA et le CIO ne sont pas des organisations anodines qui gèrent de simples divertissements. Leur influence, voire leur hégémonie, est bien plus importante. En s'alliant avec diverses multinationales, elles nourrissent un capitalisme prédateur.

Les articles suivants examinent des cas concrets. D'emblée, ce qui frappe le plus, ce sont les manifestations organisées en Afrique du Sud devant les coûts de la Coupe du monde de foot en 2010 et à l'encontre de toutes les conséquences économiques et sociales qu'elle implique. Ces protestations ont souvent été passées sous silence. Au Brésil, ces mêmes mobilisations pourraient faire la différence, soulève *Patrick Bond*. *Eddie Cottle* et *Mauricio Rombaldi* montrent quant à eux en quoi, dans ces deux mêmes pays, ces grands événements sportifs contribuent à augmenter le taux d'exploitation des travailleurs, de plus en plus mis sous pression. Les syndicats sud-africains ont réagi à cela en lançant une campagne qui a pu porter ses fruits, inspirant les syndicats brésiliens.

L'organisation de grands événements sportifs peut aussi servir à nourrir de grandes opérations de propagande, rappellent *Rodolfo Chisleanschi* et *Andrés Burgo*, comme lorsque l'Argentine organisa le Mondial de foot en 1978. Pour *Xuefei Ren*, si Pékin a utilisé les Jeux olympiques de 2008 pour asseoir et légitimer son pouvoir sur la scène internationale, ces jeux ont largement contribué à marchandiser un certain nombre de

⁵ Voir par exemple l'interview de Ljubodrag Simonovic, philosophe et ancien champion de basketball de l'équipe de Yougoslavie, <http://theageofnepotism.com/2010/07/sport-as-the-religion-of-capitalism-an-interview-with-ljubodrag-simonovic/>

domaines, dont celui de la culture, et à insérer Pékin dans un réseau de villes mondialisées. L'organisation des Jeux du Commonwealth à New Delhi en 2010 n'est pas en reste. L'organisation *EQUATIONS* montre quelques-unes des nombreuses violations des droits humains qui ont été commises au nom du projet de la « ville de classe mondiale ».

Enfin, nous avons estimé intéressant d'examiner le cas de l'organisation des Jeux olympiques à Londres en 2012 pour montrer en quoi les pays du Nord, où les principes démocratiques sont censés inspirer au mieux les gouvernements, expérimentent les mêmes impacts d'envergure avant, pendant et après l'organisation de tels événements. Les JO de Londres ont en fait permis une vaste opération immobilière mais aussi sécuritaire, comme le montrent *Ashok Kumar* et *Stephen Graham*.

À l'aide de ces exemples, nous espérons mieux comprendre en quoi les grandes messes sportives sont des expérimentations d'une nouvelle planification urbaine et de contrôle de la population, surtout à l'heure de la multiplication de révoltes sociales dans le monde. Nous espérons également montrer en quoi les gouvernements des pays du Sud, en particulier, devraient remettre en question les promesses faites par les grandes institutions sportives et les regarder à la lumière des conséquences économiques, sociales et environnementales engendrées dans différents pays hôtes de ces compétitions.